

COLLOQUE : MONTRÉAL, UNE VILLE À LA MESURE DES FEMMES

21 septembre 2005

Présentation Thérèse Sainte-Marie,
directrice générale de la Corporation de développement de l'Est

La place et le soutien des femmes dans le développement local montréalais

Avant d'aborder la question de la place des femmes dans le développement économique certaines clarifications m'apparaissent nécessaires. Quels sont les impacts réellement recherchés lorsqu'il s'agit de favoriser une plus grande participation des femmes au développement économique? Vise-t-on l'augmentation du nombre de femmes entrepreneures jusqu'à ce qu'elles puissent représenter 50% des propriétaires d'entreprises? Est-ce qu'on cherche surtout à améliorer la situation économique des femmes par le biais de l'entrepreneuriat ou voulons-nous faire en sorte que les femmes soient plus nombreuses parmi les leaders économiques montréalais?

Selon moi, la participation active des femmes au développement économique passe inévitablement par le développement de leur entrepreneuriat. Mais, il ne faut pas y voir là l'unique voie pour y parvenir...à moins bien sûr que l'on considère que le développement économique ne concerne que les gens d'affaires.

Le développement local tel que soutenu par les corporations de développement économique communautaire (CDEC) implique la participation tant des organisations communautaires, des milieux institutionnels et syndicaux, des élus municipaux, des citoyens et citoyennes que des gestionnaires d'entreprises. Dans une telle perspective, sachant que les conseils d'administration des CDEC sont composés des différentes composantes du milieu local dans lequel elles sont implantées, les femmes ont la possibilité, par ce biais, de participer pleinement au développement de leur localité. J'en veux pour preuve l'exemple de la Corporation de développement de l'Est, la CDEC que je dirige : 47 % des membres votants de mon conseil d'administration sont

des femmes. Voilà une statistique qui semble certes réjouissante mais qui cache aussi une autre réalité: la totalité de ces femmes proviennent du milieu communautaire sauf une qui est une élue municipale. Je suis convaincue que si les CDEC ayant été agréés CLD n'avaient pu sauvegarder la structure de leur conseil d'administration cette proportion serait sans doute aujourd'hui beaucoup moindre parce que, il faut bien le reconnaître, les femmes d'affaires sont peu présentes dans les structures décisionnelles de ces organismes.

Un constat semblable peut se faire pour les directions générales des CDEC et CLD de l'île de Montréal : sur 19 postes de direction, on dénombre 5 directrices générales, ce qui équivaut à une proportion de moins de 30%.

Ainsi pour moi, ce n'est pas vraiment par la participation des femmes au développement local que nous pouvons mesurer la progression de celles-ci dans le monde économique. C'est bien davantage par la croissance de leur nombre en affaires et par le type et la taille des entreprises qu'elles dirigent.

— Le soutien aux femmes entrepreneures

Th

Différents organismes soutenant le démarrage d'entreprises dont les CDEC et centres locaux de développement (CLD), les services d'aide aux jeunes entrepreneurs ainsi que les organismes spécifiquement dédiés à l'entrepreneuriat au féminin (Compagnie F, Y des femmes, Réseau des femmes d'affaires avec son Centre de l'entrepreneuriat féminin du Québec) viennent contribuer de façon concrète à faire augmenter le nombre de femmes entrepreneurs. L'augmentation significative du nombre des femmes en affaires au cours des dernières années est le résultat des efforts qui ont été consentis en ce sens par ces différents organismes.

À la Cdest, nous constatons que plus de 40% des projets d'entreprises sont portés par des femmes. Quels types d'entreprises démarrent-elles? Quand on y regarde de plus près, on constate que les projets d'affaires des femmes sont principalement développés dans les domaines de services qui sont souvent en parfait reflet des secteurs d'emplois traditionnellement féminins. Or, ces marchés sont souvent saturés, ce qui ne permet pas aux propriétaires de ce type d'entreprises d'en tirer un chiffre d'affaires substantiel. Celui-ci leur permet parfois d'embaucher une ou deux personnes, mais rarement davantage. Très accaparées par la gestion de leur entreprise, les femmes propriétaires de ces entreprises ne disposent donc que de très peu de temps pour s'intégrer dans les

réseaux d'affaires et participer aux structures formelles ou informelles pouvant orienter le développement socio-économique de leur arrondissement ou de leur ville.

Par ailleurs, il faut souligner que les dirigeantes d'entreprises de plus de vingt employées sont en nombre assez restreint, tout comme d'ailleurs elles se font plutôt rares parmi les têtes dirigeantes des milieux financiers, particulièrement ceux spécialisés dans le capital de risque (prêts spécialisés pour le démarrage et le développement des entreprises). De plus, comme elles sont encore en minorité dans les grandes entreprises de haute technologie et de l'innovation, les femmes figurent plus rarement parmi les leaders économiques.

Dans ces conditions, il ne faut donc guère se surprendre du nombre limité de femmes participant aux activités des Chambres de commerce et des associations d'affaires. Ces activités sont rarement gratuites, certaines parmi elles sont mêmes assez dispendieuses si on se réfère aux fameux tournois de golf si populaires dans les milieux d'affaires. Comme les femmes entrepreneures sont majoritairement gestionnaires d'une très petite entreprise, la participation aux activités de réseautage ou à des comités de travail constitue un défi important car cela suppose qu'elle puisse trouver quelqu'un de confiance pour s'occuper de leur entreprise durant le temps qu'elles sont à l'extérieur. À ces contraintes s'ajoutent celles liées aux problématiques attachées à la conciliation du travail avec la famille qui ne sont pas facile pour personne mais s'avère d'une plus grande complexité pour les femmes d'affaires.

C'est pourquoi selon moi, au-delà des énergies qu'il faut consacrer pour soutenir l'entrepreneuriat féminin, force est d'admettre qu'il ne faut pas y voir ici la voie royale favorisant le rehaussement significatif des conditions économiques des femmes. Pour y arriver, il faudra encore une fois redoubler les efforts pour intéresser les filles et les femmes à l'économie du savoir et à l'innovation technologique.